

Tous et toutes ensemble, mobilisé.e.s, jusqu'au retrait du projet « retraites » de Macron et Borne

Toulouse, le 25 janvier 2022

À la DGFIP, la moyenne nationale de 34,42 % de grévistes est révélateur d'un fort engagement des agents pour obtenir le retrait de cette réforme inique et purement idéologique. De nombreux départements ont atteint des taux de 40 à 50 % de grévistes !

Dans notre département, 46,60 % de grévistes à la DRFiP 31, plus de 50 000 manifestant.e.s à Toulouse, 4 000 à Saint- Gaudens.

Avec une moyenne 28 % de grévistes au sein de la Fonction Publique d'État, nous sommes bien largement au-dessus des chiffres des précédentes mobilisations depuis des années, pour un secteur très divers dans ses réalités et ses capacités à mobiliser.

Les autres secteurs ne sont pas en reste : environ **50 % de grévistes dans le secteur de l'énergie et chez les cheminots, entre 70 et 100 % sur la plupart des raffineries du groupe Total Énergie, 65 % chez les professeurs de collèges et de lycées**, pour ne citer que quelques exemples.

Plus de 200 défilés ont rassemblé plus de deux millions de manifestants sur toute la France, à l'appel des huit principaux syndicats et des organisations de jeunesse.

C'est bien plus qu'en 2019 au moment de la lutte contre la retraite à points.

C'est même plus que les premières manifestations de 1995 contre le plan Juppé.

Huit travailleurs sur dix rejettent cette réforme !

Le gouvernement Macron Borne prévoit la plus grande régression sociale des 30 dernières années. Ils veulent faire croire qu'il n'y a pas le choix. C'est FAUX ! Il n'y a pas de problème de déficit.

Ils veulent juste faire des économies sur le dos des retraité.e.s et futurs retraité.e.s pour continuer leur politique en faveur des plus riches et des grandes entreprises (voir à ce sujet l'étude très complète sur les 157 milliards d'euros distribués annuellement aux entreprises et notamment aux plus grandes :

Le président du Conseil d'Orientation des retraites auditionné par la Commission des Finances de l'Assemblée nationale le 19 janvier 2023 l'a répété : « il n'y a pas de problème de financement des retraites, par contre il y a une politique gouvernementale qui est incompatible avec le financement actuel des retraites. »

Le problème, c'est donc bien le contenu de la politique gouvernementale, sa volonté de puiser dans les caisses de retraite et de réduire le poids du financement des pensions de retraite (en clair : payer des pensions moins importantes et moins longtemps aux retraités ... TRAVAILLER PLUS POUR ... GAVER PLUS !)

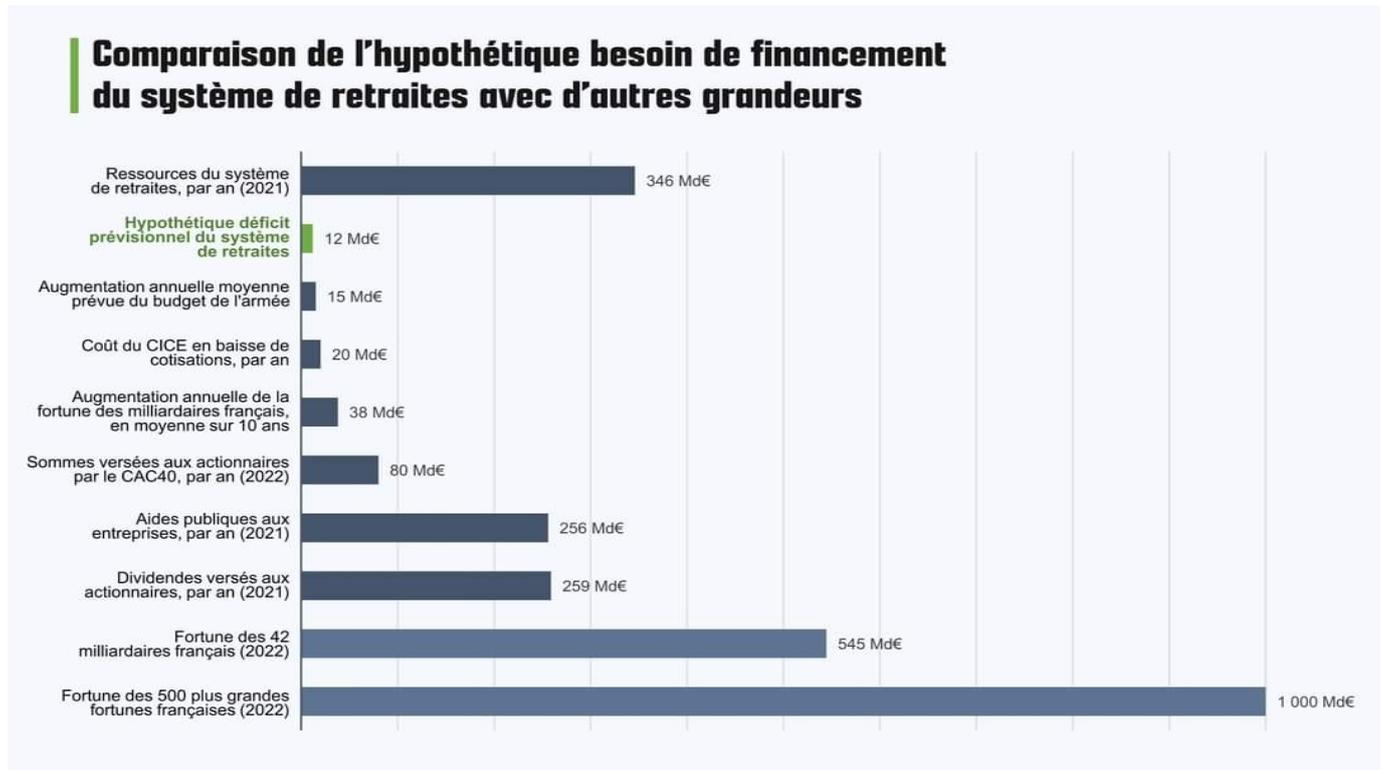
Ils veulent passer en force alors que 80 % de la population est contre ce projet néfaste.

Nous ne voulons pas de cette réforme !

Rappelons rapidement qu'elle va entraîner un appauvrissement de celles et ceux qui partiront en retraite en rendant encore plus difficile, voire impossible, le bénéfice de toutes les annuités pour une retraite complète (accélération de la réforme « Touraine »).



Selon l'Insee l'espérance de vie en bonne santé en France en 2020 est de 65,9 ans pour les femmes et 64,4 ans pour les hommes, pour une possibilité de départ à retraite à partir de... 64 ans selon la réforme (hors services actifs et super-actifs mais qui devront tout de même travailler deux ans de plus) !!!



En passant de 62 à 64 ans, c'est aussi bloquer davantage l'accès à l'emploi des jeunes et prolonger les périodes de chômage ou RSA pour les seniors privés d'emploi !

Ne pas en rester à une journée, se mobiliser plus fort !

Les huit principaux syndicats appellent à poursuivre et hausser le rapport de force en multipliant les actions et initiatives sur tous les territoires, dans les entreprises, les services, autour du 23 janvier, jour de présentation du projet au conseil des ministres, tout comme en **signant massivement la pétition intersyndicale** (<https://www.change.org/p/retraites-non-à-cette-réforme-injuste-et-brutale-reformesdesretraites>). Ils appellent de plus les salariés et les jeunes à préparer des assemblées générales pour décider des poursuites de la mobilisation.

Dès à présent des manifestations, rassemblements, actions, assemblées générales, etc, sont organisés dans des territoires et sur des lieux de travail.

L'intersyndicale nationale et locale appelle à faire du 31 janvier une nouvelle journée de convergence interprofessionnelle, par la grève et les manifestations.

Alors haussons le rapport de force !
Participons aux manifestations et initiatives
organisées dès à présent
Et soyons massivement en grève et en manifestations
Tous et toutes, ensemble, le 31 janvier !
Assemblées générales à compter du 1^{er} février
pour décider des suites

Rendez-vous : Saint Gaudens à 15h – Place Jean Jaurès
Toulouse à 10h – Métro Saint Cyprien